

BA 24. Dez. 76 12.

grüne Kopie

EIDGENÖSSISCHES
POLITISCHES DEPARTEMENT

p.B.15.21.GB (4)

Bern, den 24. Dezember 1976

VERTRAULICH

Bericht über die Gespräche des Generalsekretärs des EPD, Botschafter
Dr. A. Weitnauer, im Foreign Office in London am 6. Dezember 1976

An die diplomatischen Vertretungen in:

Athen	Köln	Paris
Belgrad	Kopenhagen	Prag
Berlin	Lissabon	Pretoria
Brüssel - Mission	London	Rom
Brüssel	Luxemburg	Sofia
Bukarest	Madrid	Stockholm
Budapest	Moskau	Strassburg - Europarat
Caracas	Nairobi	Warschau
Dublin	New York - UNO	Washington
Dar es Salaam	Oslo	Wien
Den Haag	Ottawa	Genf - UNO/IO
Helsinki	Paris - OECD	Genf - EFTA
Kinshasa	Paris - UNESCO	

Herrn Bundesrat P. Graber, Departementschef
 Herrn Botschafter A. Weitnauer *direkt übergeben*
 Herrn Botschafter P.R. Jolles
 Herrn Botschafter R. Bindschedler
 Herrn Botschafter F. de Ziegler
 Herrn Botschafter E. Diez
 Herrn Botschafter A. Janner
 Herrn Botschafter M. Heimo
 Herrn Botschafter F. Rothenbühler
 Herrn Botschafter K. Jacobi
 Herrn Botschafter J. Iselin
 Herrn Botschafter A. Hegner
 Herrn Botschafter P. Gottret
 Frau Minister F. Pometta
 Herrn Minister J. Cuendet
 Herrn Minister M. Jaccard
 Herrn Minister J. Monnier
 Herrn Minister J. Zwahlen
 Herrn E. Andres
 Herrn F. Blankart
 Herrn F. Nordmann
 Herrn A. Greber *direkt übergeben*
 Herrn A. Saluz

A. Rapports nord-sud

M. Owen

La récession que traversent les pays industrialisés rend très difficile à ceux-ci de faire aux pays en voie de développement des concessions dont ils ne contestent souvent pas le bien-fondé. Aussi la CIEC éprouve-t-elle de sérieuses difficultés. Les discussions à ce sujet au dernier Conseil européen n'ont guère permis de faire de progrès. La question fondamentale est évidemment celle de l'augmentation des prix du pétrole. La CEE refuse tout lien entre la CIEC et cette question qui deviendrait rapidement en très mauvaise posture. La situation est néanmoins ambiguë. Il est clair qu'une augmentation trop forte des prix affecterait les économies des pays développés, leurs relations sociales et en fait, leur capacité même de répondre aux demandes du monde en développement. La RFA serait certainement encore moins encline à faire des concessions et le Royaume-Uni aussi. Quant aux USA, il y a risque de choc en retour: c'est une affaire de Congrès.

Il est prévisible que la réunion ministérielle de la CIEC prévue pour décembre soit reportée. Le Royaume-Uni a une préférence pour que, d'ici le 15 février, l'on fixe et la date de la prochaine réunion des commissions - qui devrait être la dernière - et celle de la réunion ministérielle.

Quant aux problèmes de substance, le Royaume-Uni estime que des progrès peuvent être faits sur le sujet de l'endettement, essentiellement par le biais de transferts de ressources.

Le problème des produits de base est plus difficile, encore que le Royaume-Uni soit prêt à coopérer à la recherche d'une solution, à laquelle travaille la Commission des CE, sur la base des suggestions faites par M. Fourcade à Nairobi. Le projet de fonds intégré est beaucoup trop ambitieux, impraticable et son coût serait démesuré. La solution doit être recherchée dans une économie internationale mixte, où les lois du marché restent néan-

- 2 -

moins respectées. Il faut éviter la création d'une nouvelle lourde bureaucratie internationale. Le FMI pourrait faire du bon travail dans ce domaine, lui qui, beaucoup moins que les autres grands organismes internationaux verse dans la bureaucratisation.

M. Weitnauer

indiqua que la Suisse était aussi en faveur d'un report de la conférence ministérielle et partageait la plupart des vues du Royaume-Uni sur le déroulement de la CIEC. Sur les points de substance, il lui semble que notre position est moins rigide que celle du Royaume-Uni en ce qui concerne les produits de base. Certains mécanismes permettant d'assurer une stabilité des prix auraient notre faveur, à condition qu'ils n'impliquent pas la mise sur pied d'un gros appareil bureaucratique. Pour ce qui est des transferts de fonds, M. Weitnauer expliqua notre système de "crédits de transfert" qui suscitent de l'intérêt auprès des pays en développement - notamment ceux qui ne se rangent pas parmi les plus pauvres - et sont mieux acceptés par notre opinion publique.

Finalement M. Weitnauer insista auprès de son interlocuteur sur la nécessité d'une coopération plus étroite, à la CIEC, entre les délégations de la CEE et de la Suisse et sur celle d'éviter que les consultations au sein du groupe des pays industrialisés ne se limitent aux plus grands pays. M. Owen promit de donner au représentant britannique, qui assumera la présidence au cours du prochain semestre, l'instruction de veiller à cette question.

B. Europäische Fragen

Herr Weitnauer

Wenn man heute von Europa spricht, verstehen viele darun-

ter nur die EG. Die ausserhalb der Gemeinschaft stehenden Staaten werden häufig über Fragen, die auch sie interessieren, nicht konsultiert. Auf wirtschaftlichem Gebiet haben wir zwar die Möglichkeit, unseren Einfluss in den internationalen Organisationen, denen wir angehören, geltend zu machen. Auf politischem Gebiet fehlt uns als dauernd neutralem Staat ein solches Forum. Es gibt zwar den Europarat, aber dieser vermag die in ihn gesetzten Erwartungen nicht zu erfüllen. Die grossen Länder Europas benützen ihn nicht zur Zusammenarbeit. Ihre Aussenminister erscheinen zu den Ministerkomiteesitzungen meistens nur, wenn sie gerade den Vorsitz innehaben. In dieser Situation gibt es für die Schweiz praktisch nur einen Ausweg und dies ist der Ausbau der bilateralen Beziehungen.

Herr Owen

In der Tat sehe ich keine andere Möglichkeit, wie dies geändert werden könnte, ausser durch den bilateralen Weg. Dieser ist allerdings sehr zeitraubend. Die britische Regierung weiss, dass Europa nicht nur aus den Neun besteht. Aber es ist schwierig, ein Arbeitsinstrument zu sehen, in welchem eine wirksame Zusammenarbeit organisiert werden könnte.

Kann der Europarat so organisiert werden, dass er diesem Zweck zu genügen vermöchte? Bei uns gehen eher ältere und zweitrangige Politiker nach Strassburg (er meint offenbar in die Beratende Versammlung).

Die Neun sind schon weitgehend absorbiert mit inneren Problemen und solchen im Zusammenhang mit der Erweiterung oder den Aussenbeziehungen (z.B. Griechenland).

Was würde es der Gemeinschaft nützen, den Europarat in besonderem Masse zu fördern? Dann würden die Nicht-Neun in den Genuss von Vorteilen kommen, ohne das entsprechende Engagement der Gemeinschaft zu übernehmen. Es fehlt der Gemeinschaft die Motivation, Zeit zu investieren, ohne dass dabei die Sache Europas ge-

fördert wird. Es wäre vorzuziehen, wenn Staaten, die zu den europäischen Kernländern gehören, sich den EG anschliessen würden.

Würde die CH Mitglied der EG werden?

Herr Weitnauer

Dies steht zur Zeit nicht zur Diskussion. Solange die Gemeinschaft ihre politische Finalität aufrecht erhält und wir anderseits unsere Neutralität, kommt ein Beitritt der Schweiz nicht in Frage. Ueberdies wären gewichtige Ausnahmeregelungen (z.B. für die Landwirtschaft) erforderlich.

Herr Owen

Die Neutralen sollten meiner Meinung nach in der Gemeinschaft ihren Platz haben. Die Mehrheit der britischen Regierung sieht die NATO und die EG als getrennte Bereiche. Es ist allerdings nicht sicher, wie sich das in Zukunft verhalten wird. Irland ist auch Mitglied der Gemeinschaft.

Schwieriger als die Neutralität wäre allenfalls der Mechanismus der direkten Demokratie mit der Gemeinschaft zu vereinbaren. Die Gemeinschaft muss manchmal schnell entscheiden können.

C. Atlantische Fragen (Diskussion anlässlich des Mittagessens)

Man ist sich darin einig, dass von der Administration Carters keine grösseren Änderungen in der Aussenpolitik zu erwarten sind. Dies gilt namentlich auch für Europa oder die Ost-West-Beziehungen. Nach Dr. Owen wird sie möglicherweise den Freiheitsbewegungen in Afrika mehr Sympathie entgegenbringen; die Verteidigungspolitik könnte konservativer sein als jene Kissingers; in KSZE-Fragen wird möglicherweise mehr auf Korb III insistiert werden.

D. Relations Est-Ouest, CSCE, Détente, Relations avec USSR

M. Weitnauer

Ouvre la discussion en rappelant notre position dans le domaine des relations Est-Ouest. Il indique que les Etats neutres de la CSCE ont eu deux rencontres en mars et novembre de cette année à Helsinki et à Vienne afin de préparer la Conférence de Belgrade qui permettra d'approfondir certains sujets et peut-être même d'aborder d'autres questions dans le domaine militaire par exemple, tels les mouvements de troupe. Il relève que la Suisse, selon ce qui a été prévu à Helsinki, invitera les Etats signataires à réexaminer son projet de règlement pacifique des différends.

Nous ne savons pas encore quel va être le rôle des pays de l'Est à Belgrade. Comme ils l'ont fait sans doute déjà à Helsinki et Genève, ils joueront certainement la carte de l'indépendance envers Moscou, sans trop y croire.

Quant aux Américains, bien que l'on estime généralement qu'ils se montreront plus fermes sur les principes de la corbeille III, nul ne sait encore ce que Carter a l'intention de faire. Pour les Allemands la CSCE n'est au fond que le prolongement de l'"Ost-Politik". Les Italiens quant à eux paraissent à ce point préoccupés par leurs problèmes internes, qu'ils n'ont plus maintenant de réelle politique étrangère; ils sont particulièrement sceptiques à l'égard de l'aide au développement.

Les Russes se trouvent dans une situation délicate; ils sont sur la défensive car ils savent fort bien qu'une liberté même très limitée n'est pas compatible avec un régime autoritaire.

Sir Michael

Doute que la nouvelle politique américaine n'apporte de réels changements dans les relations de Washington avec l'Europe et l'URSS. Sir M. analyse ensuite les relations inter-allemandes puis germano-polonaises qui ont, malgré les années qui se sont écoulées

- 6 -

depuis la dernière guerre, conservé un côté obsessionnel, comme il l'a remarqué lors de sa récente visite à Varsovie. Sir M. croit que les Italiens, en dépit de leurs difficultés internes, continuent à poursuivre une politique étrangère active en Méditerranée orientale et au Proche-Orient. Les experts du M.A.E. ont une idée bien précise de ce qu'ils souhaitent obtenir et, malgré les changements de gouvernements, comme un peu sous la 4ème République en France, les décisions se prennent souvent au niveau des hauts fonctionnaires.

Quant aux Russes, le FCO essaie de rétablir avec ces derniers les relations qui existaient avec l'expulsion de Londres d'une centaine de diplomates, toutefois, ce faisant, il doit tenir compte de l'opinion publique britannique dont les oscillations se ramènent à celles d'un pendule. En ce moment l'humeur n'est pas très pro-soviétique! En effet, l'attitude des Russes et de leurs alliés cubains en Angola n'a pas manqué d'irriter l'opinion et M. Boris Ponomarev a pu, à ses dépens, juger de la chaleur de l'accueil qui lui fut réservé! Le FCO demeure toutefois convaincu que sa tâche est de maintenir avec Moscou des relations satisfaisantes. Sir M. avoue qu'en ce moment elles sont tout juste tièdes. Les Soviétiques, lorsqu'on les accuse d'avoir enfreint les règles d'Helsinki en Afrique, rétorquent qu'Helsinki ne s'est préoccupé que de la sécurité en Europe et qu'il ne saurait les empêcher de s'intéresser aux peuples qui souhaitent se libérer du "joug colonialiste"!

M. Weitnauer

Relève que nous aussi nous avons quelques difficultés avec les Soviétiques à la suite de l'affaire Jeanmaire. L'opinion publique suisse a réagi avec vigueur, ce qui démontre à quel point c'est difficile de conduire une politique étrangère à peu près conséquente aussi vis-à-vis de l'URSS. Le public suisse a été frappé par l'intérêt que les Russes semblent porter et à notre territoire et à notre système de défense. Quant à la détente, le

- 7 -

conseiller de Carter, Brezinski, est d'avis qu'il s'agit d'un "global process" qui ne saurait être divisé; il faudra donc voir comment Carter réagira. Puis l'on passe à la question de la Yougoslavie après Tito. M. Weitnauer parle des liens qui ont été tissés entre la Yougoslavie et la Suisse dans le cadre de la CSCE et des négociations de Genève et d'Helsinki. Les Suisses, rappelle-t-il, ont toujours eu beaucoup de sympathie pour les peuples qui luttent pour sauvegarder leur liberté.

Sir Michael

Remarque que c'est surtout sur le plan économique que les Neuf devraient pouvoir apporter leur soutien à la Yougoslavie. Il ne se fait toutefois pas d'illusions sur ce qui peut être fait pour soutenir ce pays.

Les deux interlocuteurs tombent d'accord en déclarant qu'il y a quelque chance de voir la Yougoslavie survivre après le départ de Tito, mais Sir M. d'ajouter qu'il faut se "tenir fortement les pouces".

E. Afrique australe

1. Rhodésie

Sir Michael

Exprime la reconnaissance du Gouvernement britannique à la Suisse qui a bien voulu accueillir sur son territoire la Conférence sur la Rhodésie. Si de nombreux jours ont été nécessaires pour sortir de l'imbroglio au sujet d'une date pour l'indépendance, cela s'explique par l'énorme fossé fait de méfiance et de haine qui sépare les Nationalistes des Rhodésiens blancs. Les Nationalistes se refusent à croire que Smith était sincère lorsqu'il s'est déclaré prêt à négocier. C'est pour-

- 8 -

quoi ils ont voulu à tout prix qu'une date soit définitivement fixée. Sir M. révèle que c'est sous la pression des Nationalistes que la Grande-Bretagne a accepté d'intervenir plus activement qu'elle ne l'aurait souhaité dans la procédure qui mènera à l'indépendance du Zimbabwe. Sir M. ne cache pas que le Gouvernement britannique aurait préféré que Smith en tant que tel ne soit pas associé aux pourparlers de Genève, mais Kissinger était d'avis que Smith devait faire partie des négociations si l'on voulait aboutir à une solution. Pour l'instant, souligne Sir M., si la Grande-Bretagne est prête à intervenir, elle n'a pas encore défini l'importance de son engagement et les limites de celui-ci; elle sait en tout cas qu'elle n'enverra pas de troupes en Rhodésie et qu'elle n'y installera pas une administration britannique. Sir M. rappelle que le régime colonial en Rhodésie a cessé depuis 1921 déjà et les gouverneurs généraux qui représentaient le souverain britannique jusqu'à l'U.D.I. ont toujours été des Rhodésiens. Sir M., en conclusion, avoue qu'il n'est pas du tout "hopeful" sur l'issue de la conférence. Il regrette au fond que celle-ci n'ait pu être réunie qu'à quelques semaines de la fin du "règne" de Kissinger.

A la question de savoir quelle est l'attitude des Présidents de la "ligne de front", Sir M. répond qu'à la suite de son voyage, M. Rowlands, Minister of State au FCO, a cru déceler chez les Présidents un désir de voir la Conférence aboutir, même s'ils semblent monter sur les barricades et se montrent, en public, intransigeants. Quant à une intervention cubaine en Rhodésie, Sir M. a des doutes; les Cubains, pour pénétrer sur le territoire rhodésien devraient passer soit par la Zambie soit par le Mozambique; les Américains ne devraient pas alors rester impassibles ... Il ne faut pas oublier également que les représailles - hot pursuit - qu'infligent les Rhodésiens aux guérilleros en Mozambique ne sont pas pour plaire à Maputo.

M. Weitnauer

S'inquiète du sort des Suisses qui résident aujourd'hui en Rhodésie et pose la question de savoir s'il existe un projet de rapatriement des colons blancs qui souhaiteraient quitter le territoire. Sir M. répond qu'un tel projet n'existe pas. Si la Conférence devait aboutir, on a parlé d'une aide qui pourrait être accordée à l'économie rhodésienne, une sorte de réassurance qui permettrait aux colons qui le souhaiteraient de continuer à vivre au Zimbabwe.

2. Afrique du SudM. Weitnauer

Indique que les Suisses ont investi des capitaux importants en Afrique du Sud, c'est pourquoi nous sommes particulièrement intéressés à l'avenir de ce pays.

Sir Michael

et son collaborateur Martin Reed relèvent que l'un des buts de Kissinger dans ses conversations avec les Sud-Africains - il a également rencontré les leaders noirs de la République Sud-Africaine - était d'ôter à l'apartheid son côté institutionnel (de-institutionalization of apartheid). Quant au rôle joué par Vorster en Rhodésie, il est fort intéressant. En effet, le but de Prétoria, qui d'ailleurs a toujours considéré les Rhodésiens comme des "second rate citizen" a été et demeure l'établissement d'un régime noir à Salisbury avec lequel Prétoria pourrait le plus tôt possible entretenir des relations normales. Les Sud-Africains continuent à rechercher un modus vivendi avec leurs voisins noirs, c'est pourquoi ils seraient prêts à accepter qu'une "black rule" soit établie au Zimbabwe.

F. Tour d'horizonHerr Weitnauer

Die heutige internationale Lage muss einen, nicht zuletzt angesichts der vielen ungelösten Probleme in manchen Ländern, eher pessimistisch stimmen.

Sir Michael

Die innenpolitische Lage wird durch eine grosse Ungewissheit charakterisiert. In Grossbritannien realisiert man, dass man lange Zeit über seine Verhältnisse gelebt hat. Um aus den Schwierigkeiten herauszukommen, muss eine Reduktion des Lebensstandards akzeptiert werden.

Im allgemeinen besteht heute ein grosses Misstrauen gegenüber Wirtschaftsexperten und -propheten. Man weiss nicht, welcher Schule man glauben soll.

Entscheidend für die Situation der westlichen Welt ist, wie schnell sie die Rezession zu überwinden vermag. Diese hat bereits zu lange gedauert. Auf eine Bemerkung von Botschafter Weitnauer, dass wir in dieser Beziehung alle von dem abhängen, was in den USA geschieht, fügt er bei, dass für Europa ebenfalls die Bundesrepublik sehr wichtig sei.

G. CDDHHerr Weitnauer

Die vierte Phase sollte die letzte sein. Ist dies nach englischer Ansicht möglich?

Anstelle von Sir Michael beantwortet der zuständige Rechtsberater John Freeland diese Frage, und zwar in positivem Sinne. Es wird noch viele harte Arbeit erfordern, aber es sollte möglich sein. Die Bundesrepublik wird die Western Group im Februar zu einer Sitzung einladen.

- 11 -

H. Genf - Wien

Herr Weitnauer

trägt unseren Standpunkt vor.

Sir Michael

Der Bericht des Generalsekretärs ist ein nützliches Dokument zur Analysierung des Problems. Wir werden den schweizerischen Argumenten Rechnung tragen. Es scheint logisch, dass die UNDRO dort bleibt, wo das Rote Kreuz ist. Die britische Haltung ist jedoch noch nicht festgelegt. Die Kostenfrage wird dabei eine wichtige Rolle spielen.

Bei den Themen A, B und C stand die englische Delegation unter Leitung von Dr. David Owen, bei den übrigen Punkten unter derjenigen von Sir Michael Palliser.